

MACRON : DU SANG ET DES LARMES... POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Mercredi 5 mars, Macron a agité la menace que les chars russes pourraient envahir la France à tout moment et qu'il fallait donc faire exploser les budgets militaires. Vraiment ? L'armée de Poutine, qui agresse et affronte le peuple ukrainien depuis trois ans au prix de centaines de milliers de morts des deux côtés, essaye de se tailler, au mépris des peuples, une zone tampon autour de ses frontières : elle n'en est pas à se porter demain aux portes de l'Allemagne ou de la France ! Sous prétexte de renforcer « nos » armées et augmenter « nos » budgets militaires, Macron a annoncé pour les jours à venir de « nouveaux choix budgétaires ». Traduire : tailler à coups de tronçonneuse dans les budgets de la santé, de l'éducation, de la culture...

Une armée pour soutenir le peuple ukrainien ? Mensonge !

L'armée française pour défendre la liberté des peuples ? Les peuples qui ont eu affaire à elle, en particulier dans les anciennes colonies, avant et après leur indépendance, sont témoins de la brutalité avec laquelle elle a toujours défendu leurs oppresseurs ! Qui peut croire un seul instant que Macron, le soutien du génocidaire Netanyahu, celui qui a interdit les manifestations de soutien au peuple palestinien, celui qui a réprimé violemment les manifestations de Gilets jaunes, se soucie un seul instant de la « liberté du peuple ukrainien » ? En réalité, comme Trump, il veut s'assurer pour le compte des entreprises françaises une part du gâteau dans le pillage des ressources en minerais ukrainiens.

Pour les travailleurs, la guerre sociale

Pour l'heure, l'économie de guerre annoncée signifie pour les travailleurs une accentuation de la guerre sociale. Le président du Medef, Patrick Martin, évoque même la possibilité d'augmenter à long terme l'âge de départ à la retraite à 70 ans pour « financer la défense ». Ce sont toujours les mêmes qui trinquent : les travailleurs et travailleuses, tandis que les cours en bourse d'entreprises militaires comme Thales et Dassault prennent de la valeur. Macron n'a aucun problème à proposer d'augmenter les dépenses militaires de 2 à 3,5 % du PIB français. Les déficits ne sont plus un problème pour financer les marchands de mort.

Et concernant la guerre commerciale lancée par Trump, Macron a averti : « Cette décision [...] aura

des conséquences dans certaines filières. » Autrement dit : préparez-vous à de nouveaux licenciements, à de nouvelles hausses de prix !

La frontière, c'est avec nos patrons !

Après cette allocution, les responsables politiques de gauche comme d'extrême droite ont affiché leur satisfaction, en expliquant qu'il était nécessaire de produire plus d'armes pour défendre les frontières. Eh bien non, l'armée des exploiters français ne défend pas les travailleurs. Notre classe n'a pas de patrie, la seule frontière qui vaille, c'est celle qui nous sépare de nos patrons et du gouvernement à leur service.

Heureusement, au vu du large succès des mobilisations du 8 mars samedi dernier et des mobilisations étudiantes dans les facs, on constate que les réactions aux politiques réactionnaires et austéritaires existent et qu'elles illustrent la capacité à mettre un stop à cette politique du tout pour la guerre.

Ni ici, ni en Ukraine, ni en Russie, ni aux États-Unis, les travailleurs et travailleuses n'ont quelque chose à attendre des décideurs au service des capitalistes. Face à cette fuite en avant militariste, les travailleurs et travailleuses doivent se battre contre la seule « menace » réelle pour eux : celle de cette société capitaliste, qui mène à toujours plus de guerre et d'exploitation !

Non à l'augmentation des budgets militaires !

Non à l'union nationale derrière Macron !

Grève à l'EPSM de Caen

À l'EPSM de Caen, la crise des soins se fait cruellement sentir. En février, deux services d'admission ont cessé d'accueillir des patients·e, faute de psychiatres et de personnel soignant souvent en burn-out. Les délais pour obtenir un lit s'allongent, et les quelques patient·es admis·es reçoivent comme uniques soins des contentions chimiques, faute de personnel paramédical. Cette pénurie, conséquence de politiques hospitalières désastreuses, pousse les rares recrutements à fuir et a conduit le personnel à la grève hier, le 13 mars, pour exiger des changements urgents. La suite dans le prochain numéro, ou même avant si la grève s'étend chez nous aussi !

Double peine à Saint Malo

Au CH de Saint Malo, l'épidémie de grippe a aussi touché les soignant·es, de sorte que les arrêts maladie ont augmenté. Comme les collègues malades ne sont pas remplacé·es, les autres ont parfois deux fois plus de travail. Épuisé·es, ils et elles tombent plus facilement malades. Et, quand les malades reviennent, ils et elles sont rapidement épuisé·es à leur tour. Un cercle vicieux et une double peine pour nos collègues, surtout après la baisse de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie...

Non à la baisse des indemnités maladie

Adoptée au 49,3 dans la loi finances 2025 proposée par Bayrou, l'indemnisation des agent·es du public en arrêt maladie est passée de 100% à 90% à partir du 1er mars. Bayrou compte ainsi économiser 900 millions sur la santé des agent·es, alors que des dizaines de milliards sont engloutis dans les armes. Une propagande infantiliste prétend qu'il s'agirait de nous « responsabiliser ». Comme si on tombait malade pour le plaisir...

Profits records pour les marchands de mort

Avec la rhétorique guerrière des dirigeants politiques et l'augmentation des budgets militaires, les bénéfices de l'industrie de guerre explosent : en 2024, 51 % d'augmentation pour Safran, 39 % pour Thales, ou encore 33 % pour Dassault. Macron disait que « notre génération ne touchera plus les dividendes de la paix », mais les actionnaires eux toucheront bien ceux de la guerre.



Répression politique à la fac

Depuis début février, dans de nombreuses universités les étudiant·es se mobilisent et organisent des AG et manifestations contre les coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur. Mais face à cette jeunesse mobilisée, la plupart des présidents de fac répondent par la répression, et défendent l'ordre social imposé par l'État. C'est le cas à Caen, où deux de nos camarades ont subi des coups de pression de plusieurs vigiles alors qu'elles distribuaient des tracts. Leur prétexte : « la politique est interdite hors des élections ». Mais la politique violente et anti-sociale de Macron, c'est tous les jours qu'on la subit !

Attaque fasciste dans la rue

Samedi 8 mars, lors d'une manifestation de soutien à la Palestine contre la guerre génocidaire de Netanyahu, un groupe de quelques militants fascistes du RN s'en sont pris, à coup d'insultes et d'intimidation, à des manifestant·es agé·es qui attendaient au point d'arrivée de la manifestation. Ces militants, membres d'un parti sioniste depuis sa création, se sont eux-mêmes déclarés fascistes, et fiers de l'être... Voilà le résultat de la politique raciste du gouvernement Macron, les groupuscules d'extrême droite se sentent pousser des ailes et osent afficher librement leur idéologie nauséabonde, qui n'a comme conséquence que de nous diviser et de nous faire oublier que le seul ennemi, c'est le patron qui nous exploite.

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : ✉ npacaen@npa-revolutionnaires.org

📷 [npa_revo_caen](https://www.instagram.com/npa_revo_caen)

